



Mairie de Blaye

## DECISION N° D/2017/15

Relative à une convention de formation professionnelle avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale

Le Maire de BLAYE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122-22 alinéa 4,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 15 avril 2014, accordant délégation au maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122.22 du code des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 3 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014

### DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : De passer une convention de formation professionnelle avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), domicilié 71 allée Jean Giono 33075 BORDEAUX CEDEX. La session de formation se déroulera du 26 au 27 janvier 2017 sur le thème « Acteur PRAP (Prévention des Risques liés à l'Activité Physique) ».

**Article 2** : L'action de formation se déroulera sans participation financière de la collectivité. Dans l'hypothèse où la session de formation ne comprendrait finalement qu'un effectif présent inférieur à 8, chaque place inoccupée en deçà de ce seuil du fait de l'absence du stagiaire inscrit donnera lieu à une participation financière de la collectivité de 30€ par jour.

**Article 3** : Si la session de formation mentionnée à l'article 1 ci-dessus est annulée du fait de la collectivité, une participation financière sera demandée dans les cas suivants :

- A hauteur de 50% du montant fixé ci-après, si l'annulation est connue au plus un mois avant la date de début de la formation (de date à date) ;
- A hauteur de 100% du montant fixé ci-après, si l'annulation est connue au plus une semaine avant la date de début de la formation (de date à date).

Le montant applicable au présent paragraphe est de 400€ pour la session de formation.

**Article 4** : Les crédits nécessaires au paiement des prestations seront prélevés au chapitre 011 et à l'article 6184 du budget primitif M 14.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Article 6** : Monsieur le Maire de la ville de BLAYE est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous Préfet de BLAYE
- aux intéressés

et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 19/01/2017.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 20/01/17

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-20170102-46378-AU-1-1

Par délégation du Maire,  
Le 1er Adjoint(e)  
  
Monsieur Francis RIMARK